

ÇA SUFFIT

UNE INDUSTRIE EUROPÉENNE DES EMPLOIS EUROPÉENS NOTRE AVENIR

L'industrie chimique européenne est en crise. Depuis 2022, près de **10 % des capacités de production chimique en Europe sont vouées à fermer, touchant 30,000 emplois¹**, tandis que 90,000 autres sont menacés tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Si la flambée des coûts de l'énergie en est l'une des principales causes, les décisions des entreprises portent aussi une part importante de responsabilité.

Alors que les investissements dans de nouvelles usines en Europe ont été divisés par cinq², de nombreuses entreprises ont préféré verser davantage de dividendes, racheter leurs propres actions et constituer des actifs financiers, plutôt que d'aborder les problèmes de front.

Maintenant que les usines ferment et que des emplois sont supprimés, les entreprises réclament des aides publiques et moins de contraintes réglementaires. Les travailleurs ne paieront pas deux fois : d'abord pour les dividendes versés, ensuite pour les fermetures.

L'ARGENT ÉTAIT LÀ. IL EST ALLÉ AUX ACTIONNAIRES.

215 MILLIARDS D'EUROS

Les 15 plus grandes entreprises chimiques européennes ont accumulé 215,2 milliards d'euros de **bénéfices nets** entre 2010 et 2025.

138 MILLIARDS D'EUROS

soit le **montant total consacré aux dividendes et aux rachats d'actions** par ces entreprises sur la même période. En 2025, le montant total des dividendes versés était en hausse de près de 50 % en termes réels par rapport à 2010.

22,3 MILLIARDS D'EUROS

détenus en liquidités et en placements à court terme par ces entreprises à la fin de 2025.

3/4 DES BÉNÉFICES

Parmi les 134 entreprises chimiques européennes cotées en bourse, **75 centimes sur chaque euro de bénéfice ont été reversés aux actionnaires** entre 2010 et 2023³.



Les fonds existent - la question est de savoir si, et comment, les entreprises vont investir en Europe.

LE SECTEUR CHIMIQUE EUROPÉEN A BESOIN D'UN **DIALOGUE SOCIAL** - PAS D'UN ACTIONNARIAT CAPITALISTE

93 %

Entre 2010 et 2025, **ces 15 grandes entreprises ont été rentables** dans 93,2 % des exercices (204 sur 219).

10 MILLIARDS D'EUROS

versés aux actionnaires depuis 2020, uniquement pour les années où les entreprises étaient en perte. BASF a dépensé **4,4 mds d'euros** en 2022, quand il enregistrait une perte de 0,6 md d'euros.

DE 21 % À 15 %

Les taux de réinvestissement des plus grandes entreprises chimiques européennes **ont chuté de près d'un tiers** depuis 2010.

-81 %

Chute des investissements dans de nouvelles usines chimiques en Europe depuis 2022⁴.



Conséquence : les travailleurs doivent payer le prix fort de ces choix. Quelque 30,000 emplois ont été supprimés ces dernières années et des dizaines de milliers d'autres sont menacés. Beaucoup disparaissent en silence, car **les coupes budgétaires drastiques favorisent une nouvelle vague de suppressions d'emplois et de délocalisations dans les services de support et l'ingénierie. Tout cela dans le but de maintenir les rendements des entreprises à un niveau élevé.**

Lorsque les travailleurs ont véritablement leur mot à dire, les entreprises planifient pour la prochaine génération. Lorsque ce sont les actionnaires qui dictent les décisions, elles planifient pour la prochaine distribution de dividendes.

C'est pourquoi **toute aide publique accordée à l'industrie chimique doit s'accompagner de conditionnalités sociales contraignantes** et d'une véritable approche « Made in Europe ».

¹ Cefic (2026) [European Chemical Closures & Investments Radar 2022-2025](#)

² Cefic (2026) [European Chemical Closures & Investments Radar 2022-2025](#)

³ SOMO & Friends of the Earth (2024), [Shareholders Over Solutions](#), pg. 16

⁴ Cefic (2026) [European Chemical Closures & Investments Radar 2022-2025](#)

FABRIQUÉ EN EUROPE, PAS SEULEMENT AVEC L'EUROPE

NOS DEMANDES AUX DÉCIDEURS POLITIQUES

L'Europe a besoin d'une stratégie industrielle qui associe l'aide publique et les investissements à la production et à l'emploi tout au long de la chaîne de valeur en Europe.

Les produits bénéficiant d'une aide publique doivent respecter **un seuil minimal de contenu européen**.

Le « Made in Europe » doit être synonyme **d'emplois de qualité, de normes sociales et environnementales strictes et de réciprocité commerciale équitable**.

1. PAS D'AIDES PUBLIQUES SANS CONDITIONS CONTRAIGNANTES

Les aides publiques doivent garantir **l'emploi, la négociation collective, la reconversion professionnelle et la protection contre la délocalisation**. Pas de fonds destinés aux dividendes ou aux rachats d'actions – et des **clauses de récupération prévues en cas de non-respect des engagements**.

3. MAINTENIR LA CHAÎNE DE VALEUR EN EUROPE

Garantir et fournir **une énergie propre et abordable** à nos industries. Ancrer l'approvisionnement en matières premières, les composants, la recherche et le développement ainsi que la production finale en Europe, afin de créer des **emplois de qualité associés à des normes sociales et environnementales élevées** tout en étendant les exigences en matière de contenu local à d'autres secteurs stratégiques.

2. STIMULER LA DEMANDE EUROPÉENNE POUR SOUTENIR L'INDUSTRIE EUROPÉENNE

Recourir aux **marchés publics et à d'autres mécanismes d'incitation** pour stimuler la demande de produits fabriqués en Europe et garantir les investissements dans la production et les chaînes d'approvisionnement européennes.

4. FABRIQUER EN EUROPE

Les politiques générales doivent soutenir les produits **ayant un contenu européen significatif et vérifiable**.

Cela signifie des technologies développées en Europe, des composants produits en Europe, des travailleurs formés en Europe et une valeur créée en Europe.

NOS DEMANDES AUX EMPLOYEURS

1. ARRÊTEZ L'HÉMORRAGIE

Stop aux suppressions d'emplois dans la production et les services de support, ainsi qu'aux **sacrifices demandés aux travailleurs**.

Nous avons besoin d'un véritable plan pour sauver l'industrie.

3. INVESTISSEZ DANS NOTRE AVENIR COMMUN DÈS MAINTENANT

Au lieu de vouloir maximiser les profits, **investissez dans les sites, la RDI et les compétences**. L'abandon du leadership technologique est un choix des entreprises, et non une fatalité.

2. RESPECTEZ LES TRAVAILLEURS ET PROTÉGEZ NOS COMMUNAUTÉS

Une participation active des travailleurs et des relations sociales solides sont indispensables à la transformation de l'industrie européenne. Les entreprises doivent **honorer les conventions collectives et respecter les droits d'information et de consultation des travailleurs**.

4. NE DÉNIGREZ PAS L'EUROPE

Cessez d'invoquer la concurrence mondiale pour justifier la dévalorisation des travailleurs locaux. L'Europe possède les compétences et la capacité d'innovation nécessaires pour jouer un rôle de premier plan ; les employeurs doivent **défendre la production européenne et réinvestir dans son avenir**, au lieu de dénigrer son potentiel.